

tielles des membres du groupe, il convient de faire la part, autant que possible, du système de relations existant entre les propriétés sociales des individus considérés, les conditions d'existence qui sont les leurs, et le système de représentation politique, dans la configuration qui est la sienne à ce moment précis. Cet effort d'objectivation première pourrait connaître bien des prolongements, tant se posent de questions sur l'état exact des conditions de vie des étudiants, sur la structuration du monde universitaire ou sur la situation politique et sociale du pays. Il offre déjà la possibilité de mettre en suspens le « cela-va-de-soi » que mobilise le plus souvent l'attention portée aux mobilisations étudiantes, entre fascination pour l'éternelle « révolte des facs » et quête de l'irréductible nouveauté de la « jeunesse ». Il permet de prendre la mesure des formes d'atomisation et de brouillage des finalités propres à l'université de masse, sans réduire le groupe étudié à l'anomie ou au non-sens.

Ainsi, la relative ouverture de l'enseignement supérieur à des publics issus de familles plus modestes, mais aussi et peut-être surtout la dégradation des conditions d'accueil des étudiants et le processus de hiérarchisation accrue des filières qui l'ont accompagnée, a largement contribué à la montée des inquiétudes relatives à l'avenir et à une sorte d'alternance entre le désenchantement politique et des explosions à caractère sporadique, telles qu'on les avait déjà observées jusqu'au milieu des années 1990. De la même façon, l'expérience que les étudiants peuvent faire de la précarité économique n'est pas étrangère à la réaction qui est la leur, lorsqu'un gouvernement entreprend de créer un contrat de travail plus « flexible », spécifiquement dédié à la jeunesse. Mais, autant ou peut-être plus qu'une résistance à la paupérisation, on peut penser que se jouent ici toutes les formes d'expression des désillusions nées des transformations socioéconomiques et scolaires, en même temps qu'une sorte de résistance au déclassement, en particulier pour les étudiants originaires des classes moyennes cultivées. Et, pour ces jeunes dont les premières expériences de la politique ont le plus souvent été marquées par la question démocratique, il s'agit d'abord de refuser l'assignation à un destin et, par là même, d'imposer dans le champ politique la question du devenir de toute une génération.

## CHAPITRE 2

## Le « coup du blocus »

*Romuald Bodin, Bertrand Geay, Vincent Raynaud*

Lorsque débute la mobilisation étudiante contre le CPE\* au cours des premières semaines de février 2006, la grève se développe d'abord en province, en particulier à Rennes et à Poitiers, dans une certaine indifférence médiatique. Partout, des formes d'action analogues sont adoptées : assemblées générales ouvertes à l'ensemble des étudiants, qu'ils soient ou non favorables au mouvement ; barricades de chaises et de tables, et parfois chaînes et cadenas, à tous les points d'entrée des sites où la modalité du « blocus » a été adoptée ; et, souvent, occupation des locaux. Les étudiants les plus actifs se réunissent quotidiennement en « coordinations » locales, pour organiser les actions collectives et préparer les assemblées générales où sont votées les revendications et les modalités d'action. Une première « coordination nationale », composée de délégations des assemblées générales, se réunit dès la mi-février à Rennes, à l'appel de la coordination de l'université de Rennes-2, puis successivement à Toulouse, à Paris et à Poitiers.

La notion de blocus introduit comme une variante dans le répertoire d'action<sup>39</sup> en usage chez les étudiants depuis les années 1970 et, plus spécifiquement, depuis le mouvement de décembre 1986 contre la loi Devaquet. Le mode d'action est en un sens plus radical, dans la mesure où il ne s'agit plus seulement d'adopter formellement le principe de la grève puis d'« intervenir » dans les salles de cours pour provoquer des « débrayages » en chaîne et assurer ainsi la réussite des actions ; une fois voté, le blocus est réputé s'appliquer à tous les enseignements – sauf quelques cas clairement répertoriés, comme celui des diplômes professionnels ou des préparations aux concours.

39. Charles Tilly, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986 ; Michel Offerlé, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1994.

Mais le recours au blocus est aussi défendu par les étudiants mobilisés en tant qu'il est plus unanimiste et plus pacifique, puisqu'il est décidé par tous et place chacun à égalité face à l'institution. Dans cet esprit, les termes de « grève » ou de « piquet de grève », qui évoquent sans doute trop fortement l'idée d'un clivage interne et de possibles confrontations au sein du groupe étudiant, ne sont d'ailleurs pratiquement pas utilisés. Cette évolution du répertoire d'action, qui s'était ébauchée lors des mobilisations de 2003 et 2004, se traduit également par une entrée plus rapide et plus massive dans le mouvement de chacun des sites universitaires.

Dès le début du mois de février, l'UNEF\* et les principaux syndicats étudiants de gauche, tout comme la majorité des syndicats de salariés, mais aussi les organisations de jeunesse comme le MJS\* ou les JCR\*, ont pris position contre le CPE. Dans de nombreuses villes, leurs militants ont diffusé des tracts appelant à agir contre le projet gouvernemental ; des collectifs « anti-CPE » ont été créés pour encourager au développement d'actions « unitaires ». Mais pour saisir comment cet appel peut être entendu par de larges fractions du public étudiant et restituer le sens attribué aux modes d'action qui assurent le véritable lancement de la « lutte anti-CPE », il s'agit également de se situer au plus près des lieux et des espaces sociaux où le mouvement prend forme et où il se déploie de la façon la plus large.

Sous cet angle, l'université de Poitiers peut être considérée comme un cas tout à fait singulier, quasi expérimental. En effet, alors même que le blocus y est l'un des plus longs (du 13 février au 11 avril) et massifs (il affecte la presque totalité des sites universitaires de l'agglomération), l'action n'y trouve guère d'appui du côté du syndicalisme étudiant. Au contraire, celui-ci a pratiquement disparu de la scène locale depuis la fin des années 1990, à l'exception d'une poignée d'adhérents de l'UNEF, qui n'ont d'activité publique qu'au moment des élections aux différents conseils de l'établissement, et de quelques adhérents ou sympathisants de la l'anarcho-syndicaliste CNT\*. Les caractéristiques proprement sociales de cet espace, ainsi que la façon dont la mobilisation parvient à s'y établir et à atteindre une telle ampleur, constituent ainsi un analyseur de ce qui se joue à une échelle plus large. Non qu'il s'agisse d'y retrouver une sorte de

situation pure, soustraite aux influences ou aux jeux proprement politiques. Là comme ailleurs, la production du dispositif de mobilisation repose sur la constitution d'un petit groupe d'étudiants engagés et déterminés qui est elle-même le produit de toute une série d'interactions, de luttes et de compromis. Et le succès rencontré par les mots d'ordre et les modes d'action impulsés par ce groupe d'entrepreneurs politiques renvoie à une adéquation heureuse entre ce cadre d'action et les dispositions de ceux qu'il s'agit de mobiliser. C'est précisément cette adéquation et le processus d'engagement qu'elle conditionne qui peuvent ici être analysés quasiment *in vivo*, dans le temps circonscrit d'une lutte particulière.

### La surmobilisation des villes moyennes

Les transformations qui ont affecté la condition étudiante depuis une quinzaine d'années ont eu de nombreuses traductions sur le terrain de l'action collective. Après le repli des années 1980 s'est amorcée une succession de mobilisations qui ont accompagné le processus de massification : de l'hiver 1986, où fut stoppée la menace de la « sélection » à l'entrée de l'université introduite par la loi Devaquet, à octobre-novembre 1995, où furent exigés des moyens matériels et humains pour la réussite de la « démocratisation » – sans oublier, bien sûr, le mouvement du printemps 1994 contre le contrat d'insertion professionnelle<sup>40</sup>. Puis la massification a marqué un palier et les mobilisations n'ont plus atteint le même niveau. Dans les lycées, des mouvements relativement importants se sont toutefois développés, en particulier lors du passage au ministère de l'Éducation nationale de Claude Allègre (1997-2000). À l'université, la réforme « LMD\* », qui réorganisait les cycles d'études et laissait craindre une mise en concurrence des établissements, a été l'occasion de grèves d'une relative importance. Ainsi, la mobilisation de 2006 prolonge, sous certains rapports au moins, ce qui s'était mis en place entre 1986 et 1995. La géographie de la mobilisation est en ce sens très significative, marquée en 2006 comme au cours de cette période par une

40. J.-P. Molinari, *op. cit.* ; J.-P. Molinari, *art. cit.*

surmobilisation des universités de province, les universités de Rennes et de Poitiers se présentant comme cas emblématiques de la force du mouvement dans les universités de grandes villes provinciales ou de villes moyennes, au recrutement sensiblement plus populaire.

**Tableau 3 : Taille de la ville d'études et origine sociale des étudiants (en %)**

Caractéristiques parentales	Région parisienne		Province			Ensemble
	Paris	Petite et grande couronnes	Grandes villes > 200 000 hab.	Villes moyennes 100 000 à 200 000 hab.	Petites villes < 100 000 hab.	
Cadres, prof. intell. sup.	51,1	34,1	32,2	24,5	13,6	33,1
Au moins un parent diplômé de l'enseignement supérieur	63,4	45,6	46,1	36,7	23,5	45,9
Revenus mensuels des parents > 3 049 euros	56,5	45,6	40,0	31,5	21,7	40,9

Source : OVE infos n° 8, déc. 2003, p. 9.

Lecture : sur 100 étudiants des grandes villes de province (au moins 200 000 hab.), 46 ont au moins un parent diplômé de l'enseignement supérieur et 40 ont des parents dont les revenus mensuels sont supérieurs à 3 049 euros.

Comparativement à Paris, les villes moyennes se caractérisent par un taux deux fois moins élevé d'étudiants fils ou filles de cadres et professions intellectuelles supérieures. Plus généralement, les ressources culturelles et économiques des familles des étudiants se distribuent de façon très régulière quand on va du pôle parisien au pôle des villes de moins de 100 000 habitants. Et les « villes moyennes », où l'on compte 14,4 % de la population étudiante, constituent en fait le niveau le plus bas où se situent des universités à proprement parler, alors que les « petites villes », avec seulement 5,8 % des étudiants, n'accueillent que de simples sites universitaires. Villes de campus aux apparences tranquilles, ayant parfois bénéficié d'une rénovation plus

importante de leurs infrastructures immobilières au cours des années 1990, les villes moyennes n'en constituent pas moins les terres d'élection de la massification, alors que les universités parisiennes, totalement engorgées sur le plan numérique, voient leur position se distinguer de plus en plus dans l'espace concurrentiel de l'enseignement supérieur. Villes de taille limitée, elles conservent cette forme d'unité de l'espace urbain qui concourt à la formation de réseaux d'interconnaissance aux connexions multiples. Ainsi, il n'est peut-être pas anodin de constater que, parmi toutes les pratiques culturelles identifiées dans une enquête de l'Observatoire de la vie étudiante (OVE) en 2003, c'est la pratique des « soirées étudiantes » qui les caractérise le mieux, alors que les sorties en discothèque et les spectacles sportifs sont plus spécifiques aux petites villes, tandis que les spectacles apparaissent comme les plus légitimes à Paris.

**Tableau 4 : Taille de la ville d'études et sorties culturelles (en %)**

Sorties culturelles	Région parisienne		Province			Ensemble
	Paris	Petite et grande couronnes	Grandes villes	Villes moyennes	Petites villes	
Cinéma	77,1	73,8	75,2	73,3	68,6	74,6
Théâtre	23,1	14,6	10,3	9,5	4,6	12,3
Musique classique, opéra	12,2	7,2	7,3	5,0	2,3	7,4
Rock, pop, jazz, variété	18,1	21,1	21,9	20,9	15,6	20,7
Musée ou expo	38,3	29,8	26,8	21,8	19,3	27,7
Spectacle sportif	12,4	20,8	25,1	28,3	30,8	23,5
Discothèque	25,8	31,1	38,3	39,6	53,1	36,6
Soirée étudiante	25,0	24,7	34,8	37,8	35,5	32,4

Source : OVE infos n° 8, déc. 2003, p. 10.

Lecture : sur 100 étudiants de petites villes de province (moins de 100 000 hab.), 19 déclarent être allés dans un musée ou une exposition durant les 30 derniers jours.

Au-delà des constats d'atomisation bien souvent établis dans les enquêtes sociologiques sur le milieu étudiant, il apparaît donc important de mieux prendre en compte les différenciations socio-géographiques de sa structuration, mais aussi les scènes plus ou moins parallèles où se jouent la reconstitution de réseaux et de cercles d'affinités, hors d'une institution qui n'est plus le terrain que d'investissements ponctuels et limités. La rapidité particulière de diffusion des informations au cours des grèves de 2006, le développement apparemment anarchique et pourtant synchronisé des blocus et des occupations y trouveraient peut-être une part de leur explication<sup>41</sup>.

### Le cas poitevin

Pour toutes ces raisons, l'université de Poitiers apparaît comme un cas tout à fait significatif, comme le montre un ensemble d'informations recueillies auprès des services administratifs de l'établissement, d'une part, et au moyen d'un questionnaire diffusé lors d'une assemblée générale, d'autre part<sup>42</sup>. Située dans une ville moyenne, cette université apparaît tout d'abord dotée de propriétés sociales spécifiques proches de celles des autres universités moyennes telles qu'elles viennent d'être évoquées<sup>43</sup>. On observe aussi que se sont d'abord mobilisées en son sein les fractions les plus populaires du public étudiant. Ainsi, les enfants de père de profession intermédiaire, employé, ouvrier ou agriculteur sont surreprésentés au sein de la population étudiante poitevine, alors que ceux de père cadre ou appartenant à une profession intellectuelle supérieure sont au contraire sous-représentés. La sous-

41. C'est sans doute particulièrement vrai dans le cas des villes auxquelles s'applique le plus difficilement le modèle d'analyse proposé par Jean-Paul Molinari, insistant sur l'existence de traditions familiales de lutte, sur le nécessaire rapprochement entre luttes ouvrières et luttes étudiantes.

42. Voir la présentation du questionnaire dans la dernière partie du chapitre et en annexe 2.

43. Le taux important d'enfants de cadres et de professions intellectuelles supérieures que l'on peut observer dans le tableau 5 (31,08 %) concernant l'université de Poitiers peut surprendre. Il s'explique en réalité par le fait que ces chiffres (contrairement aux tableaux 3 et 4) ne concernent pas l'ensemble de la population réalisant des études supérieures (toutes formations confondues) mais seulement les étudiants inscrits à l'université (abstraction étant faite des écoles de commerce, des professions de la santé, paramédicales et sociales, des IUT, des STS et CPEG), d'une part, et le seul site de la ville de Poitiers (à l'exclusion, donc, des sites délocalisés généralement plus populaires), d'autre part.

population des étudiants présents en AG\* ne fait que renforcer cette tendance puisque, en ce qui la concerne, les enfants de cadres et de professions intellectuelles supérieures, d'artisans, de commerçants ou de chefs d'entreprise sont clairement sous-représentés, alors que les enfants d'ouvriers, d'employés ou d'agriculteurs sont toujours surreprésentés.

Tableau 5 : Origine sociale et participation aux AG (en %)

CSP père	Ensemble des universités (France)	Université de Poitiers (site de Poitiers uniquement)	Étudiants présents en AG à Poitiers
Agriculteurs	2,14	4,60	5,11
Comm., artisans, ch. d'ent.	7,33	6,72	4,90
Cadres et pr. int. sup.	35,16	31,08	28,22
Prof. interm.	16,95	17,84	18,40
Employés	14,13	15,44	19,84
Ouvriers	11,51	14,33	16,36
Retraités et inactifs	12,42	9,76	7,16
<b>Total</b>	100,00	100,00	100,0

Sources : ministère de l'Éducation nationale – année 2004-2005 ; Université de Poitiers (Service des études, de l'évaluation et de la prospective – année 2005-2006) ; Enquête SACO mouvement étudiant 2006. Les chiffres de ce tableau (contrairement aux tableaux 3 et 4) correspondent aux seuls étudiants inscrits dans l'un des cinq UFR\* suivants : lettres et langues, sciences humaines et sociales, droit, économie (AES\* inclus), sciences et STAPS\*. Les étudiants en CPGE\*, STS\*, professions de santé, IUT\*, professions paramédicales et sociales, écoles de commerce, IUFM\*, etc., n'apparaissent pas dans le graphique.

Dans cet établissement polyvalent de taille importante, relativement à celle de l'agglomération qui l'accueille (24 000 étudiants pour 130 000 habitants) – ce qui permet à celle-ci de cultiver son image de ville « la plus étudiante de France » –, la vie associative apparaît largement développée, et les réseaux de sociabilité à la fois tributaires des origines sociogéographiques des jeunes, souvent issus du monde rural alentour, et d'une profusion d'initiatives encouragées par l'éta-

blissement et par la municipalité, en particulier sur le terrain culturel. Une tradition d'avant-gardisme bureaucratique, qui a fait de cette université l'une des plus rigoureuses dans l'application des réformes qui se sont succédé depuis une dizaine d'années, lui confère de surcroît un style d'allure « petite-bourgeoise », l'« équipe présidentielle » sachant tout à la fois faire preuve de modération face aux injonctions les plus vives à entrer dans l'« ère de la concurrence » et d'une maîtrise particulièrement avancée de tous les outils de la « nouvelle gouvernance » – projets, objectifs, ratios, pôles ou contrats de différents types. Dans cet établissement en position médiane, entre « petites » et « grandes » universités, de plus situé dans une région assez faiblement industrialisée, la question des débouchés professionnels au sein de la fonction publique constitue une préoccupation non négligeable. C'est l'ensemble de ces éléments qu'il convient de réunir pour comprendre selon quelle logique le mouvement étudiant prend forme ici, avec une ampleur toute particulière.

### De la question des « postes » à celle du CPE

En réalité, c'est dès le mois de janvier 2006 qu'une activité de mobilisation se met en place, parmi les étudiants de STAPS\*. La veille des vacances de Noël, ceux-ci ont en effet pris connaissance du nombre de postes ouverts aux différents concours de l'enseignement public. En baisse depuis plusieurs années, celui-ci diminue brutalement de moitié dans leur discipline<sup>44</sup>. Dans cette filière où la professionnalisation vers l'enseignement demeure un objectif très partagé, c'est la consternation<sup>45</sup>. Un petit groupe d'étudiants, issus en majorité de deuxième année de licence, circule dans les amphithéâtres pour diffuser la nouvelle et organise une assemblée générale, l'après-midi

44. Nombre de postes pour le CAPEPS\* depuis 2002 : 2002, 1 400 postes ; 2003, 1 330 postes ; 2004, 780 postes ; 2005, 800 postes ; 2006, 400 postes ; 2007, 400 postes.

45. 47 % de l'ensemble des étudiants en STAPS\* exercent par la suite une profession en lien avec le sport. Parmi ces derniers, 58 % sont professeurs d'EPS ou professeurs de sport. Cf. Jean-François Giret, Mickaële Molinari-Perrier et Stéphanie Moullet. *2001-2004 : les sortants de l'enseignement supérieur face au marché du travail* ; Enquête génération 2001, CEREQ, *Notes Emploi formation* 21, mars 2006.

même. À la reprise des cours, début janvier, c'est au tour d'autres disciplines d'apprendre la diminution du nombre de postes aux concours de l'Éducation nationale. En histoire, c'est un professeur qui se charge de diffuser l'information : « *Le premier cours de la rentrée, le 4, un lundi matin, il y a un prof d'histoire qui commence à parler du CAPES\*, il a dit : "Faites gaffe, les chiffres ça s'annonce catastrophique !"* » (Victor, étudiant en deuxième année de licence d'histoire [4]). L'émotion est également particulièrement vive à l'UFR\* de Lettres et langues. Mais, faute de véritable initiative, aucune action n'y voit le jour. En STAPS, en revanche, la mobilisation reprend, avec l'appui du SNEP\*, syndicat affilié à la FSU\*, le syndicat majoritaire des professeurs d'EPS\*, très fortement implanté dans l'enseignement secondaire ; elle prend également appui sur cet esprit de corps particulier, rare dans une filière universitaire, où se jouent l'attachement commun à une discipline dominée, la nature des savoirs enseignés, les liens existant avec le milieu professionnel<sup>46</sup>. Le blocus est voté en assemblée générale. Et très vite, les manières de faire qui avaient vu le jour deux ans plus tôt sont rappelées par les plus anciens.

Au printemps 2004, l'université de Poitiers s'était en effet singularisée par un mouvement de grève demeuré quasiment isolé, à l'exception des universités environnantes. Pendant près de trois mois, de février à avril, des manifestations de quelques centaines à plus d'un millier d'étudiants avaient perturbé la ville plusieurs fois par semaine ; plus de deux mois durant, un blocus total avait interrompu, de façon tournante, le fonctionnement de la majorité des UFR, atteignant près de six semaines dans certains cas. Démarrée en STAPS au début du mois de février, la mobilisation s'était, déjà, appuyée sur l'esprit « potache » et « collectif » de promotions de licence quasi unanimes, avec l'appui d'une partie de leurs professeurs et du SNEP-FSU. Mais rapidement les leaders, qui n'étaient affiliés à aucune organisation, avaient cherché le soutien des étudiants de lettres, de sciences ou d'histoire, discrètement encouragés par les militants du SNESup\*-FSU et de

46. Les STAPS connaissent par exemple le deuxième taux le plus élevé, après les IUT, d'organisation de soirées étudiantes : 51,9 % et 48,2 % pour les IUT et les STAPS\* contre par exemple 28,2 % en droit, 18 % en lettres ou encore 21,7 % en sciences humaines. Enquête « conditions de vie » 2000 de l'OVE.

SUD\*-Éducation. En ce début 2006, l'«élargissement» est de nouveau à l'ordre du jour. Quelques rencontres ont lieu, avec les étudiants d'histoire ou de lettres les plus engagés politiquement. Mais le mouvement peine à se diffuser dans l'ensemble de l'université.

Le lundi 16 janvier, le Premier ministre annonce la mise en place du CPE. Pour les étudiants les plus politisés, cette déclaration change la donne. Victor, un jeune militant du MJS\*, participe à un conseil national de son mouvement où la question est largement abordée. De retour à Poitiers, il se documente et commence à échanger sur ce point avec d'autres étudiants eux-mêmes engagés dans d'autres organisations. Le jeudi 26, ce petit groupe se dirige vers le local de l'UMP et jette des œufs sur sa devanture. Mais les militants voudraient se diriger vers des actions moins anecdotiques. Le 2 février, à l'initiative de Victor, un collectif «Jeunes contre le CPE» est officiellement créé. Il ne s'agit encore que d'un petit groupe de militants, réunissant des membres du MJS, un militant de la Souris verte (mouvement de jeunesse proche des Verts), un membre de Attac campus et un autre de la CNT\*, ainsi que quelques étudiants sans expérience militante. Et, en réalité, ce collectif n'aura, en tant que tel, plus aucune activité. Mais le principe d'un «front unitaire» très «large» a été posé, bien dans l'esprit des traditions de lutte qui, depuis 1995, sont particulièrement vives au sein du mouvement associatif et syndical local, cette nébuleuse que les jeunes militants réunis dans le collectif ont côtoyé lors des mobilisations réalisées entre 2002 et 2003.

### Un groupe d'entrepreneurs politiques

Le petit groupe qui compose le collectif «Jeunes contre le CPE» se distingue par un ensemble de propriétés spécifiques. Issus en grande majorité des UFR de sciences humaines et arts, de lettres et langues ou de STAPS, ils sont aussi pour la plupart fils ou filles de cadres ou d'enseignants. Ils se trouvent par là même parmi les plus sensibilisés aux questions éducatives et politiques, et souvent confrontés personnellement aux menaces que font peser sur leur avenir les modifications des politiques publiques. Plusieurs d'entre eux ont en outre accumulé, au cours de leurs premières expériences militantes ou dans

l'animation, de solides compétences en matière de prise de parole en groupe ou de communication. Tous cultivent une relative hostilité à l'endroit de l'UNEF, les uns, proches de l'extrême gauche ou de la gauche «alternative», par opposition à ses positions jugées trop modérées, les autres, membres du MJS et plutôt situés dans ses courants de droite, par rejet des postures perçues comme «bavardes» et inutilement polémiques des courants de la gauche du Parti socialiste.

Quelques jours après leur visite au local de l'UMP, ces étudiants éprouvent de nouveau le sentiment de leur impuissance et surtout du peu d'importance qu'on accorde au débat en général et à leur point de vue en particulier : à l'Assemblée nationale, le 9 février, après avoir rappelé les 43 heures de débat et les 107 rappels au règlement auxquels avaient donné lieu les trois premiers articles du projet de loi, le Premier ministre annonce l'application de l'article 49-3 de la Constitution qui permet de passer outre le vote de l'Assemblée. En réaction à ce «coup de force», une AG est organisée dans la journée réunissant cette fois les étudiants encore mobilisés des STAPS, le collectif anti-CPE et quelques autres étudiants sympathisants ou parfois même simplement rencontrés sur le trajet. L'AG réunit en tout une soixantaine de personnes. «Que faire?» : telle est la question centrale du débat. À Rennes-2, le blocus vient d'être voté. Mais peut-on sérieusement décider du blocage d'une université à soixante? Les avis divergent fortement. Pourtant, faute d'un tel sursaut, la situation semble sans espoir. Et tous s'accordent à considérer qu'une majorité d'étudiants partagent leurs opinions sur la politique gouvernementale, et que beaucoup d'entre eux seraient même prêts à se mobiliser s'ils étaient assurés de ne pas être pénalisés aux examens par leur engagement. Le blocus est donc finalement adopté comme un véritable pari, comme l'entorse à la démocratie qui peut rendre possibles un vote et un choix démocratique.

## L'appel à la « communauté étudiante »

Mais plus que le contenu de ces discussions préalables, et ce qu'il signale de travail d'ajustement et de pronostic, c'est peut-être davantage la façon dont cette décision est appliquée qui doit retenir l'attention. Ici, le récit des étudiants interviewés est comme double. D'un côté, il le présente comme le souvenir d'une sorte de « fait d'armes », que les protagonistes aiment à confier dans tous ses détails, sur un mode entendu, pour peu qu'ils estiment que l'on peut avoir quelque complicité, même rétrospective, dans l'affaire. De l'autre, il permet plus laborieusement de reconstituer les discours qui ont été tenus dans les toutes premières heures pour convaincre les autres de la validité de la démarche, discours qui semblent après coup être de ceux qui allaient de soi en de telles circonstances.

En premier lieu, donc, la mise en place du blocus apparaît comme un bricolage jubilatoire, fruit de longues heures de préparation. Dès le dimanche soir, Fabien, l'ancien militant de SUD-Étudiant, aujourd'hui doctorant en sociologie, accompagné de Victor, le leader du MJS local, se rendent, accompagnés de quelques autres, chez Paul, l'anarcho-syndicaliste, qui bénéficie exceptionnellement du renfort de camarades de Grenoble, restés quelques heures sur place après la tenue dans la ville d'un collectif national de la CNT. Toute la soirée, les coups de téléphone et les envois de SMS se multiplient, en direction des amis, des camarades issus des mêmes associations disciplinaires ou culturelles, ou de ceux fréquentés les années précédentes dans l'enseignement secondaire. On s'organise, on fixe des heures et des lieux de rendez-vous, on partage les tâches. Certains, souvent les plus expérimentés, sont chargés des aspects les plus techniques comme trouver des chaînes et les utiliser pour bloquer les entrées ; les autres envahiront physiquement les lieux. Le lundi matin, à 6 heures, entre trente et quarante personnes se retrouvent devant le principal amphithéâtre du campus. Emmenés par Fabien et Victor, un groupe se rend auprès d'une grande surface commerciale et s'approprient à l'aide d'une pince-monseigneur les Caddies présents sur le parking. Lorsqu'ils reviennent, à 7 heures, cent à cent vingt étudiants sont rassemblés. Une partie des présents part bloquer les entrées de l'UFR de STAPS, une autre celles de lettres et

langues, une troisième la partie de l'UFR de sciences humaines et arts présente sur le campus. Une AG est organisée dès le début de l'après-midi. Le blocus est confirmé à une large majorité. L'après-midi, le mouvement s'élargit au centre-ville, où se trouve l'autre partie de l'UFR de sciences humaines et arts. Les UFR de droit, sciences économiques et sciences sont bloquées à leur tour le lendemain.

En second lieu, surtout, il faut revenir sur les discours qui accompagnent cette situation de fait, très conflictuelle au cours des premières heures. Un certain nombre d'étudiants venus pour leurs cours ne comprennent pas les raisons de cette intervention et cherchent à pénétrer malgré tout dans les locaux. Beaucoup semblent n'avoir connaissance ni de la diminution des postes aux concours de l'enseignement ni du CPE. D'autres, au contraire, se rangent assez spontanément du côté des bloqueurs. Il en est de même du côté des enseignants. Quelques-uns n'acceptent pas qu'on leur barre le chemin et tentent d'entrer par des portes latérales. D'autres semblent plutôt heureux, voire soulagés, de voir les étudiants réagir de la sorte. Une partie des personnels techniques soutient activement les étudiants bloqueurs. À chaque entrée, ces derniers répètent les deux revendications principales (« pour les postes aux concours, contre le CPE ! ») et expliquent non plus tellement qu'il s'agit de les suivre « dans l'action » (à la façon de ces « interventions d'amphi » naguère lancées sur le mode de l'injonction : « Bougez-vous ! réagissez ! »), mais que chacun est appelé à se prononcer sur la conduite à tenir. C'est à la « communauté étudiante » dans son ensemble de déterminer son point de vue et sa façon d'agir.

Dès ce premier jour, les filles sont nombreuses à tenir ce rôle. Elles seront à nouveau très présentes pour « tenir » les blocus au cours des semaines qui suivront. Le blocage se présente ostensiblement comme le contraire d'une action « avant-gardiste », à caractère plus ou moins violent, mais bien plus comme une occasion donnée à chaque étudiant de s'exprimer sur son sort. Et, dans la perception que l'ensemble des participants peut se former des événements en cours, l'AG de l'après-midi, par son caractère massif, apporte comme une confirmation que la situation a un caractère *extra*-ordinaire, et qu'il est possible et utile de « faire quelque chose », pour que les « revendi-

cations des jeunes» soient entendues. Sur les 1 600 présents, 75 seulement votent « contre le blocus », 25 s'abstiennent et tous les autres légitiment l'opération du matin.

## Un discours ajusté

Interrogés au cours des semaines suivantes, nombre d'étudiants expliquent en quoi la méthode adoptée s'est trouvée en phase avec leur état d'esprit. Le blocus apparaît d'emblée comme le moyen d'échapper au risque de rater les cours et d'échouer aux examens; il autorise à agir sans se « démarquer » des autres et fait la démonstration que l'on peut prendre part à une opération de « résistance » sans être partie prenante de luttes entre « groupuscules ». L'un des interviewés, devenu entre-temps l'un des porte-parole de fait du mouvement, propose une relecture presque idéal-typique de ce qui s'est passé : « *Eh bien, le jour du blocus, je me suis dit : "Oh putain merde les cons !" (rires). Donc du coup, le lundi, j'arrive là et tout est bloqué, bon "OK". Alors là j'ai compris qu'il y allait avoir une radicalisation et puis j'en ai parlé autour de moi, à des potes, mais aussi à des profs, et euh... on a discuté de ce qui se passait et tout, et puis bon. Sur le fond franchement j'étais bien partant pour qu'il se passe vraiment quelque chose. Et puis comme j'avais vu qu'il n'y avait pas forcément un discours politique derrière mais un discours social, pas de discours syndical non plus mais vraiment un discours sur le fond du problème, moi ça m'a intéressé. [...] Il y a eu une manif dans la foulée, le mardi je crois. Et là, c'est la première fois que j'ai pris la parole. C'était juste après l'AG en fait et j'ai dit : "Ça serait bien qu'on se bouge et qu'on aille bloquer la gare." Et donc on est allés bloquer la gare. Et à partir de là, je suis venu aux réunions de coordination. Et euh... j'écoutais. Au début, j'étais relativement passif. Je donnais mon opinion, j'écoutais ce qui se disait, je regardais ce qui se faisait, et puis au fur et à mesure, chemin faisant... on a commencé à voir qu'on s'entendait bien, que ça marchait pas trop mal et puis de fil en aiguille, voilà. Ça s'est fait comme ça. Ça allait doucement et vite à la fois » (Freddy, étudiant en deuxième année de licence de lettres [7]).*

Dans certains cas, surtout en sciences humaines et en STAPS, la magie du blocus semble opérer de façon immédiate, et la force primitive engagée dans l'opération est bientôt oubliée au profit de la légitimité

des AG de masse. Dans d'autres, il faut encore veiller quelques jours à ce que des coups de force opposés ne viennent renverser la situation : « *Au début, c'était vraiment les piquets de grève, les entrées barricadées, au niveau de droit, parce que moi j'étais toujours en fac de droit pour bloquer. Chacun bloque sa propre UFR et la fac de droit, un peu tout le monde parce qu'au début, on a eu du mal à trouver du monde. Barricades à fond, donc, chacun surveille les entrées, et puis comme ça jusqu'à la fin de soirée, et j'ai même eu des jours où on est restés jusqu'à vingt heures, on est sortis avec le doyen pour voir s'il n'y avait personne. On regardait dans les locaux de l'UNI pour voir s'ils ne restaient pas pour débloquer pendant la nuit. Là, ça se passe relativement bien, on va où il y a besoin car il n'y a plus besoin de piquets de grève » (Hugo, étudiant en première année de licence d'AES\* [9]). De fait, dès lors que la situation perdure, la légitimité conquise s'impose progressivement à tous, y compris aux adversaires, qui doivent venir défendre leurs opinions dans les AG, ou aux responsables universitaires, qui tenteront d'investir à leur façon le terrain « électoral » étudiant, en organisant eux-mêmes des votes.*

Ainsi, la configuration politique propre à cette université semble avoir contraint le groupe d'entrepreneurs politiques à l'origine du blocus à rechercher les façons de parler et d'agir les plus à même de convaincre et d'emporter l'adhésion durable de larges fractions du public étudiant. Leur distance commune à l'égard du syndicalisme étudiant « traditionnel », la diversité et la discrétion de leurs opinions politiques, en même temps que les compétences qu'ils ont su mobiliser pour organiser et convaincre, ont contribué à mettre en lumière la justesse de leur relation à la politique, selon la perception que peuvent en avoir nombre de jeunes de leur génération. La modalité d'action retenue, qui avait en un sens été expérimentée localement deux ans plus tôt, dans cet esprit particulier de recherche de l'unanimité et de l'efficacité, a également convergé avec les attentes de la majorité de leurs camarades, à la fois disponibles pour une forme d'engagement, mais relativement inquiets ou incertains quant à l'évolution de leurs études, et plutôt détachés des jeux et des enjeux proprement politiques. Les propriétés politiques de cet espace local, et la façon dont elles ont été agies, ont ainsi révélé des compatibilités avec les propriétés sociales spécifiques du groupe étudiant à l'échelle locale.

## « Bloqueurs » contre « anti-bloqueurs »

Réalisée à la mi-mars lors d'une AG étudiante, l'enquête par questionnaire a été réalisée à l'initiative de plusieurs étudiants de géographie et de sociologie, membres de la coordination. Sous l'appellation de « Sondage concernant le mouvement étudiant », il s'agissait pour eux de procéder à une sorte d'enquête de satisfaction permettant à la coordination de porter un regard lucide sur l'appréciation que le public étudiant portait sur l'organisation et les modes d'action du mouvement. Étant depuis plusieurs semaines en contact régulier avec la coordination, on a proposé aux initiateurs du projet de compléter le questionnaire, en particulier avec quelques questions portant sur les caractéristiques sociales des étudiants, puis d'exploiter ensemble les informations recueillies (voir annexe 2). Le questionnaire a été distribué au cours d'une assemblée générale réunissant près de 2000 étudiants au sein d'un stade. L'université était alors entièrement bloquée. 585 questionnaires purent être récupérés et traités. L'échantillon sondé se révèle représentatif de la population totale présente aux assemblées générales poitevines. En effet, la répartition des prises de position recueillies concernant le maintien ou non du blocus correspond aux résultats du vote réalisé le jour même. Dans les deux cas, on comptabilise un peu plus de 60 % d'individus soutenant le maintien du « blocus total », entre 13 et 15 % défendant l'idée d'un « blocus partiel » et un peu plus de 20 % « contre toute forme de blocus ».

Simple et relativement peu développées, en raison même des conditions spécifiques d'enquête, les questions portent néanmoins sur différents types d'informations : variables statutaires (sexe, âge, filière et année d'études, professions et diplômes des parents, etc.), pratiques (participation aux manifestations, aux réunions d'informations, etc.) et opinions (revendications, actions jugées trop ou pas assez radicales, etc.). Les réponses ont été tout d'abord exploitées par analyse multivariée avant d'être soumises à une analyse des correspondances multiples, analyses dont on rapporte ici les éléments les plus significatifs. Dans l'objectif de proposer une explication des prises de position par les positions occupées dans l'espace social et dans l'espace universitaire, seules les variables statutaires ont été placées en

actives, les informations relatives aux pratiques et aux opinions étant ensuite projetées en supplémentaires<sup>47</sup>.

C'est ici l'opinion mobilisée qui est analysée, au moment où le mouvement s'est stabilisé dans ses orientations et ses modes d'organisation. Les étudiants des sites extérieurs à la ville, ceux qui relèvent de composantes « non bloquées » (IUT, IAE\*, UFR de médecine) ou les plus distants à l'écart de toute prise de position relative à la mobilisation sont par définition extérieurs au groupe étudié ici. Il n'en reste pas moins que l'on peut saisir, comme en négatif, la morphologie approximative de cette masse « silencieuse » ou absente. Surtout, c'est de la structuration du conflit dont il est ici question, et de l'adéquation entre un dispositif de mobilisation et les dispositions de ceux qu'il mobilise.

## L'espace social du groupe mobilisé

L'espace du groupe étudiant mobilisé pour ou contre le blocus se structure doublement en fonction de ses caractéristiques sociales, autour d'une opposition selon l'héritage culturel d'une part, et d'une opposition selon les stratégies familiales de reproduction d'autre part. Le premier axe de l'analyse distribue en effet les étudiants participant à l'assemblée générale selon le volume de capital culturel transmis par les parents, avec d'un côté, au pôle dominant de cette hiérarchie sociale par l'héritage, les étudiants dont les parents ont le plus souvent suivi des études supérieures (de bac+2 à des niveaux supérieurs à bac+5), les enfants de cadres, de professions intellectuelles supérieures ou encore de professions intermédiaires, et de l'autre côté, au pôle le plus démuné, les enfants d'ouvriers, d'employés, de parents au chômage au moment de l'enquête, mais aussi de commerçants ou d'artisans, ceux dont le niveau d'études des parents est du niveau du CAP\*, du BEP\* ou du Brevet (voir la présentation des analyses en annexe 2). Il distingue par là même deux types de relation aux études et aux biens culturels.

47. Frédéric Lebaron, *L'Enquête quantitative en sciences sociales*, Paris, Dunod, 2006.

Le second axe de l'analyse factorielle oppose quant à lui les étudiants dont la situation actuelle (*via* celle de leurs parents) et la situation future dépendent fortement d'institutions ou d'organismes publics, et ceux dont la trajectoire familiale et personnelle dépendent beaucoup plus de biens privés et du monde de l'entreprise. D'un côté, on trouve en effet les enfants d'enseignants ou de parents au chômage, directement affectés par la réduction de l'État social, les étudiants en lettres ou ceux inscrits en troisième année de licence ou en master – dont on sait qu'ils sont parmi les plus directement concernés par les concours de la Fonction publique. De l'autre, les étudiants en droit ou en sciences de la matière, ceux inscrits en première année de licence, tout juste arrivés à l'université, mais aussi les enfants de cadres, d'employés, de commerçants ou d'artisans, dont la situation actuelle et les trajectoires futures dépendent plus directement des évolutions du monde de l'entreprise ou de celles des professions libérales. Rapportées à la position relative des étudiants, ce sont bien deux types de relations entre les ressources familiales et les modes de reproduction de la lignée, deux types de rapport à l'État, socialement fondés, qui semblent se dessiner ici.

La projection des prises de position sur cet espace permet de dégager les principes explicatifs des rapports différenciés au mouvement qui se structurent dès les premiers temps du blocus et, par là, d'analyser comment un conflit comme celui-ci a pour effet de réactiver non pas seulement des opinions préconstituées, mais toute une série d'enjeux liés à la structuration de l'espace social considéré dans son ensemble, et à sa formulation particulière au sein de l'espace étudiant et universitaire.

Ainsi, la première opposition, selon l'héritage culturel, permet de rendre compte non de la distribution des opinions sur les revendications ou sur le blocus, mais des différenciations en matière d'engagement. Du côté des « héritiers », on trouve en effet tous ceux pour qui l'expression d'une opinion et l'engagement dans le conflit, que ce soit pour ou contre le mouvement, furent tout à la fois le plus facile et le plus intense, alors qu'à l'opposé, du côté des plus démunis sous le rapport du capital culturel, se concentrent ceux qui, bien que présents aux assemblées générales, restent relati-

vement en retrait. Cette distance s'exprime clairement au travers des remarques formulées en réponse à plusieurs questions ouvertes du questionnaire et qui ont été regroupées pour le traitement statistique. Les étudiants en position dominée sous le rapport de l'héritage sont ainsi souvent ceux qui disent ne pas se sentir « concernés » par les revendications de la coordination étudiante, mais aussi ceux qui les partagent mais trouvent les actions trop « radicales » ou, au contraire, pas assez. Au même pôle, on trouve également ceux qui déclarent ne pas participer aux manifestations. À l'opposé, l'héritage culturel apparaît fortement corrélé, comme dans l'espace social à un niveau plus vaste, au sentiment de la compétence politique<sup>48</sup>. C'est à ce pôle que se concentrent les jugements ou les positions les plus fermes : le mouvement et ses actions sont jugés négativement, ou au contraire ils se justifient par le sentiment d'être méprisé par le gouvernement, les réformes font l'objet du rejet le plus global ; ceux qui sont favorables au blocus participent aux réunions d'information ou de débat organisées par la coordination, ils tiennent quotidiennement les « permanences du blocus ».

C'est sur le second axe, organisé autour des stratégies et des visions d'avenir (associées au secteur public ou au secteur privé), que s'opposent les opinions politiques telles qu'elles s'expriment dans le conflit, en particulier les opinions relatives au blocus. Ainsi, à un pôle apparaissent les modalités qui marquent le plus nettement le soutien apporté aux revendications du mouvement : « *Contre le CPE* », « *Les actions ne sont pas assez radicales* », « *La coordination n'insiste pas assez sur l'éducation* », « *Participe aux permanences sur le blocus* », « *Participe aux manifestations* », « *Vote pour le maintien du blocus* » ou « *pour le blocus partiel* ». À l'opposé, se retrouvent les modalités opposées : « *Vision négative du mouvement et de ses actions* », « *Pour le CPE* », « *Pas de présence aux manifestations* », « *Vote contre la blocus* », « *Plutôt pour le CPE même s'il peut être à améliorer* », « *Les actions sont trop radicales* », « *Pas de présence aux réunions de coordination* ».

48. D. Gaxie, *Le Cens caché*. op. cit.

## L'attachement au public

Le noyau dur du mouvement étudiant apparaît logiquement à la confluence d'un degré fort d'engagement et d'une attitude positive vis-à-vis du mouvement comme de ses revendications. On y trouve donc les étudiants qui soutiennent le plus le blocus, mais aussi et surtout ceux qui participent aux permanences sur le blocus, aux manifestations ou aux réunions d'information et de débat. Ici sont surreprésentés les étudiants en langues, sociologie et histoire. Du point de vue de leurs caractéristiques sociales, il s'agit le plus souvent d'étudiants originaires des classes moyennes et classes moyennes supérieures cultivées : enfants de parents enseignants ou de professions intermédiaires, enfants de parents disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur à bac+2. L'analyse par tris croisés permet de distinguer plus spécifiquement les effets de l'origine sociale. Ainsi, les enfants d'enseignants sont sans conteste ceux qui soutiennent le plus clairement le blocus : 80 % des enfants de père enseignant déclarent voter en sa faveur et 8 % seulement disent voter contre. Les enfants de parents exerçant une profession intermédiaire se placent, de ce point de vue, en deuxième position : 69 % d'entre eux votent « pour » et 14 % « contre » (à titre de comparaison, on observe 28 % de « contre » chez les enfants d'agriculteurs, et 24 % chez les enfants de cadres et professions intellectuelles supérieures – hors enseignants).

Mais on peut encore resserrer la focale de l'observation, en s'intéressant plus spécifiquement à la coordination elle-même, telle qu'elle s'est mise en place dans les jours qui ont suivi le démarrage du blocus. Une enquête complémentaire réalisée quelques mois après la fin du mouvement permet d'établir les principales caractéristiques de la quasi-totalité des étudiants qui ont été les plus actifs au sein de la coordination pendant toute la durée du mouvement. Cette coordination fonctionnant sur la base de la libre participation, sans élection d'aucune sorte, elle se distingue d'abord dans sa composition par la très forte disproportion des UFR représentées. Ainsi, 19 membres sur les 29 recensés proviennent des sciences humaines, dont 7 de la seule filière histoire. Ce sont aussi majoritairement des hommes (19) et presque exclusivement des étudiants de licence (26). Leurs origines

sociales sont très nettement supérieures à la moyenne des autres étudiants : 14 sont fils ou filles de cadres supérieurs hors enseignants, 7 ont un père ou une mère enseignant (voir le tableau complet en annexe 3). Sous l'angle de leur expérience politique et associative, la coordination apparaît nettement plus diversifiée que le « collectif Jeunes contre le CPE ». Au noyau militant de départ se sont joints des membres d'associations universitaires disciplinaires (5), des membres d'associations culturelles, environnementales ou humanitaires (5) et de nombreux étudiants sans aucune affiliation actuelle ou passée (12).

Deux éléments notables sont à souligner. D'une part, le caractère informel de la coordination se trouve dans le prolongement direct du mode de mobilisation adopté d'entrée : les relations amicales et les réseaux associatifs, le caractère spontané de l'engagement sont nettement privilégiés à tout critère de représentativité. D'autre part, une polarisation se confirme entre la « base » étudiante qui soutient le mouvement, largement féminisée et d'origine plus modeste, et ceux qui en constituent les éléments les plus actifs, parmi lesquels on compte davantage d'hommes et de jeunes originaires des catégories sociales à fort capital culturel – au moins dans les tâches d'organisation politique de la mobilisation. On peut formuler l'hypothèse que ces deux éléments ne sont pas sans lien. Car si les modes d'organisation les plus informels présentent de nombreuses vertus fédératrices, y compris pour réunir les catégories les plus ordinairement éloignées de l'action collective, elles peuvent se payer en retour par une sorte de prime donnée à ceux qui disposent d'emblée des meilleures ressources pour organiser et représenter le groupe<sup>49</sup>. Mais, aussi explicative soit-elle, cette dynamique paradoxale de représentation ne saurait pour autant être considérée comme en mesure de rendre compte à elle seule de la totalité de ce qui se joue en ce cas, tant il est vrai que l'engagement dans l'action des fractions étudiantes issues des familles les plus attachées à leur reproduction par l'école et par le service public avaient ici des raisons particulières d'être mobilisées, compte tenu de la façon dont le mouvement s'était construit en

49. Jo Freeman, « The Tyranny of Structurelessness », in *Berkeley Journal of Sociology*, vol. 17, 1972-73, p. 151-165.

associant les revendications sur les concours de l'enseignement à l'exigence de retrait du CPE. C'est donc bien dans l'articulation et le cumul de ces différents facteurs qu'il faut chercher l'explication du phénomène de mobilisation massive observé en ce lieu.

Réduite à sa dimension rationnelle et tactique, l'entrée dans le blocus pourrait être comprise comme une sorte de « coup de poker ». Forme d'anticipation sur les effets politiques de la situation créée, et par là prophétie autoréalisatrice tout autant que calcul, elle suppose en effet une maîtrise préalable des relations sociales propres au milieu considéré et des postures à adopter soi-même pour faire advenir la *pré-vision* qui se trouve au principe de l'entrée dans l'action. Mais, parce qu'elle est aussi une façon pour un groupe de se constituer, d'être en un sens inventé par une fraction d'entrepreneurs politiques elle-même reconnue dans la légitimité de son entreprise, parce qu'il est ici question de convaincre durablement et d'associer plus que d'opérer un gain immédiat, cette façon d'opérer doit être plus largement pensée comme une série de rencontres entre des façons de faire, de penser et de dire, et ce, de sa conception initiale à sa réalisation à grande échelle. Et, comme le montre l'observation rapprochée d'une situation où s'est révélée particulièrement efficace la préférence donnée à l'acte politique improvisé plutôt qu'au calcul et à toutes les formes de péroration, l'on ne saurait négliger tout ce qui, dans ce processus, relève de l'ajustement spontané entre les manières d'être issues des expériences antérieures de la vie sociale et les sollicitations de l'espace de la mobilisation.

En ce sens, on a vu ici jouer à plein les ressorts de la mobilisation tels qu'on les a appréhendés à l'échelle nationale. Cette université de taille moyenne, au recrutement relativement populaire mais tout autant marqué par la place qu'y occupent les fractions de la population étudiante issues des classes moyennes cultivées, constitue un espace soumis aux logiques de segmentation du tissu universitaire et spécifiquement exposé à la faiblesse des débouchés dans l'emploi industriel et commercial. L'annonce de la création du CPE y a été particulièrement entendue comme une façon d'enfermer la jeunesse

scolarisée dans la précarité. Et le lien opéré ici plus qu'ailleurs, en raison de l'enracinement spécifique du processus de mobilisation, entre la brutale réduction des postes aux concours de l'enseignement et l'instauration non moins autoritaire d'un nouveau contrat de travail dédié à la jeunesse, a été de nature à mobiliser toutes les fractions de la population étudiante les plus disponibles pour entrer en révolte contre le gouvernement : celles et ceux originaires de couches moyennes soumises au risque de leur déclassement, celles et ceux issus des couches populaires nouvellement arrivées à l'université, particulièrement exposés à l'incertitude de leur avancée dans les études, et, de façon plus transversale, les étudiant(e)s de filières générales dont la valeur se trouve mise en cause par la réduction programmée de l'emploi public.

Contraint de s'adapter à une situation locale marquée par la faiblesse du syndicalisme étudiant, et tirant partie de compétences politiques acquises pour l'essentiel dans d'autres sphères sociales, le groupe d'entrepreneurs politiques à l'initiative du blocus a d'une certaine façon fait de nécessité vertu en trouvant les façons de faire lui permettant de s'adresser et d'être entendu par de larges fractions du public étudiant. Par l'appel à la « communauté étudiante » dans son ensemble, en faisant en sorte que chacun se perçoive comme l'un de tous les autres, ils sont parvenus à élargir le noyau le plus actif du groupe mobilisé à des fractions sociologiquement proches mais politiquement sans aucune affiliation, renforçant ainsi la légitimité de ce noyau militant à représenter l'ensemble du groupe mobilisé.

À travers la situation de fait qui s'impose, le basculement qui s'opère, le groupe représenté passe subitement de son état de désagrégation à la manifestation la plus patente de son existence collective. Il demeure pourtant en un sens à l'état latent, tant la durabilité de l'action reste encore à établir et son langage politique encore embryonnaire. On est ainsi en présence d'un cas particulier de démarrage de l'action collective, où la constitution de la parole du groupe ne peut être isolée comme un premier départ, mais comme une sorte de langage premier de l'action où s'ébauche une structuration symbolique qui ne se déploiera véritablement que dans une seconde étape.

Dans ce commencement de la mobilisation apparaissent ceux qui deviendront, quelques minutes ou quelques heures après, les principaux porte-parole du groupe. Et le discours de justification du mouvement est déjà présent à l'état diffus, dans les échanges entre militants, entre « bloqueurs » et « bloqués », ou dans le compte rendu journalistique des blocus opérés quelques heures plus tôt dans les autres villes du pays. Il y a ainsi quelques raisons à tenter d'isoler cette sorte de protohistoire du mouvement, tant sont d'ordinaire négligés les aspects qui relèvent de la magie de ces moments collectifs, où, comme disent les militants, « la mayonnaise prend », la dramaturgie semble d'ores et déjà efficace. Pour mieux revenir ensuite à la façon dont s'élaborent le style et le langage de la lutte.

CHAPITRE 3

## La démocratie « No logo »

*Bertrand Geay, Nicolas Lefol, Mathieu Morichon*